



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETÉ N° 208 /DDPP/2015**  
**portant mise en demeure**

Le préfet de la Loire

**VU** le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement relatif aux dispositions communes aux contrôles et aux sanctions et notamment son article L.171-8 ;

**VU** le titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 19 avril 2007 réglementant les activités exercées par la société SIBELCO GREEN SOLUTIONS (ex GABY GUERIN) sur le territoire de la commune d'ANDREZIEUX-BOUTHEON, ZAC Les Vollons ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 septembre 2014, établi à la suite d'une visite d'inspection du 29 juillet 2014, constatant des conditions de fonctionnement des équipements de traitement du verre conduisant à des nuisances sonores et le non respect des dispositions de l'article 6.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 19 avril 2007 susvisé portant sur l'autosurveillance des niveaux sonores ;

**VU** le courrier de l'inspection des installations classées en date du 9 avril 2015 établi au vu des éléments transmis par l'exploitant ;

**CONSIDERANT** que la conformité sonore des équipements de l'installation n'est pas démontrée et que l'exploitant n'a pas justifié des mesures prises pour limiter les nuisances constatées ;

**CONSIDERANT** qu'au vu des éléments ci-dessus, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

La société SIBELCO GREEN SOLUTIONS est mise en demeure, pour l'installation qu'elle exploite ZAC des Vollons à ANDREZIEUX-BOUTHEON, sous un délai d'un mois :

- ♦ de démontrer la conformité des équipements de traitement utilisés et de leurs conditions d'utilisation
- ♦ de justifier et détailler les mesures envisagées pour faire cesser les nuisances sonores
- ♦ de faire effectuer une nouvelle mesure de bruit dans les conditions maximales d'activité et dans les conditions météorologiques les plus défavorables

## ARTICLE 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement susvisé.

## ARTICLE 3 :

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

## ARTICLE 4 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire d'ANDREZIEUX-BOUTHEON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée d'un mois en mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le - 6 MAI 2015

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Gérard LACROIX

### Copie adressée à :

- Société SIBELCO GREEN SOLUTIONS

chemin du Meunier Noir

02880 CROUY

- Société SIBELCO GREEN SOLUTIONS

ZAC Les Vollons

42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON

- Monsieur le maire d'ANDREZIEUX-BOUTHEON

- Inspection des installations classées DREAL – Unité Territoriale de la Loire

- Archives

- Chrono